

ACTION URGENTE

UNE RESPONSABLE ASSOCIATIVE A ÉTÉ TUÉE ET D'AUTRES PERSONNES SONT EN DANGER

Une enquête est demandée sur l'homicide d'Adelinda Gómez Gaviria, une responsable associative du département du Cauca (sud-ouest de la Colombie) qui s'était opposée au développement de projets d'extraction sur des sites aurifères.

Le 30 septembre à 20 h 30 dans le secteur de Cortaderas de la municipalité d'Almaguer (département du Cauca), deux inconnus armés se sont approchés d'**Adelinda Gómez Gaviria** et de son fils de 16 ans, **Wilson Pipicano**. Ils ont ouvert le feu, tuant Adelinda Gómez Gaviria et blessant grièvement son fils. Adelinda Gómez Gaviria était une défenseuse des droits humains et la dirigeante de l'organisation non gouvernementale Processus pour les femmes du massif colombien, qui fait partie du Comité d'intégration du massif colombien (CIMA), une autre structure non gouvernementale.

Adelinda Gómez Gaviria avait joué un rôle actif dans l'opposition à l'ouverture de mines d'or envisagée par des entreprises multinationales et de petites sociétés minières privées dans la municipalité d'Almaguer. Elle a dénoncé les menaces que représentent ces projets pour l'environnement et pour les moyens de subsistance des petits paysans vivant dans cette zone. Elle a aidé à organiser une réunion municipale sur l'extraction minière et l'environnement en février 2013, à laquelle ont assisté 1 500 paysans et membres de minorités autochtones qui ont fait part aux autorités départementales et municipales de leurs inquiétudes concernant le développement de projets miniers dans le secteur.

Il y a un mois, Adelinda Gómez a reçu des menaces téléphoniques. Son correspondant lui a dit : « arrêtez vos conneries avec les mines, c'est risqué et vous allez vous faire tuer ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- ✓ faites part de vos inquiétudes quant à la sécurité des autres membres du CIMA et exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces afin de les protéger, dans le respect total de leurs souhaits ;
- ✓ engagez les autorités à mener une enquête exhaustive et impartiale sur l'homicide d'Adelinda Gómez Gaviria et les blessures infligées à son fils, à rendre les résultats de celle-ci publics et à traduire les responsables présumés en justice ;
- ✓ rappelez-leur qu'elles doivent respecter l'obligation qui leur est faite, aux termes de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme, de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 NOVEMBRE 2013 À :

Président

Juan Manuel Santos
 Presidente de la República
 Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : Excmo. Sr.

**Presidente Santos, /
 Monsieur le Président,**

Ministre des Mines et de l'Énergie

Amylkar Acosta
 Ministerio de Minas y Energía
 Calle 43 No 57 – 31, CAN
 Apartado 80319
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 324 5208

**Formule d'appel : Estimado Sr.
 Ministro Acosta / Monsieur le
 Ministre,**

Copies à :

Organisation locale de défense des
 droits humains
 FUNDECIMA
 Cra 4, No. 0-54
 Popayán, Cauca
 Colombie

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE RESPONSABLE ASSOCIATIVE A ÉTÉ TUÉE ET D'AUTRES PERSONNES SONT EN DANGER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le CIMA est une ONG s'efforçant de soutenir les populations civiles du Massif colombien du département du Cauca, et veillant à ce que ces communautés puissent rester sur leurs terres. L'homicide d'Adelinda Gómez Gaviria survient à un moment où de nombreuses sociétés minières privées essaient de mettre sur pied des opérations minières illégales à Almaguer et dans les municipalités voisines, et où des entreprises multinationales tentent d'obtenir des concessions minières dans cette zone. On estime que la quasi-totalité, si ce n'est l'intégralité, de la municipalité pourrait être touchée par l'extraction minière si ces projets devaient se concrétiser.

De nombreux membres des populations paysannes, autochtones et afro-colombiennes qui se sont opposés au développement de projets d'extraction sur leurs terres, notamment ceux impliquant des entreprises multinationales, ont été tués ou menacés par des paramilitaires, agissant seuls ou en collaboration avec les forces de sécurité. Des civils ont également été victimes de menaces ou d'homicides lorsqu'ils ont protesté contre des opérations minières illégales soutenues par des groupes de guérilla.

Le meurtre d'Adelinda Gómez Gaviria fait craindre pour la sécurité d'autres membres du CIMA ayant également été menacés dans le contexte d'actions menées contre le développement minier.

Nom : Adelinda Gómez, Wilson Pipicano, membres du CIMA, département du Cauca
Hommes et femmes

AU 278/13, AMR 23/045/2013, 4 octobre 2013